



Organización de las Naciones
Unidas para la Alimentación
y la Agricultura



REAF
Reunión Especializada sobre Agricultura
Familiar en el MERCOSUR



ALIANZA POR LA
SOBERANÍA ALIMENTARIA
DE LOS PUEBLOS DE
AMÉRICA LATINA Y EL
CARIBE

Ministério do
Desenvolvimento Agrário



Recommandations Finales du Séminaire Régional sur Agro-écologie en Amérique Latine et les Caraïbes

L'agro-écologie dans la région est en cours de construction pratique depuis des décennies par les mouvements sociaux d'agriculteurs et agricultrices, paysans et paysannes, communautés traditionnelles, peuples indigènes et originaires, pêcheurs et pêcheuses artisanales, bergers et bergères, cueilleurs et cueilleuses. Elle a une forte base scientifique et reçoit de plus en plus d'appui de la part des gouvernements par l'intermédiaire de nouvelles politiques publiques. Les pratiques et principes agro-écologiques assurent la souveraineté et la sécurité alimentaire et renforcent l'agriculture familiale.

Comme résultat du Symposium International sur Agro-écologie pour la Sécurité Alimentaire, organisé en septembre 2014 par la FAO dans le cadre de l'Année Internationale de l'Agriculture Familiale, a eu lieu à Brasilia, du 24 au 26 juin 2015, le Séminaire Régional d'Agro-écologie en Amérique Latine et les Caraïbes.

Dans le cadre du Plan d'Action 2015 du Groupe de Travail *ad hoc* sur Agriculture Familiale et Développement Rural de la CELAC et la Déclaration Ministérielle de la CELAC sur Agriculture Familiale, approuvée en novembre 2014, à Brasilia, Brésil, et ratifiée dans le Troisième Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement (San José, Costa Rica, janvier 2015), ils ont déclaré "soutient à la convocation d'une réunion régionale sur agro-écologie pour promouvoir l'échange d'expériences et la promotion de politiques de développement durable.

Dans le cadre de la REAF, dans la XXème Réunion Spécialisée sur Agriculture Familiale du MERCOSUR (Caracas, Venezuela, décembre 2013) le thème de l'agro-écologie est incorporé dans l'agenda du Groupe Thématique pour l'Adaptation aux Changements Climatiques et Gestion des Risques. En el marco de la REAF, en la XX Reunión Especializada sobre Agricultura Familiar del MERCOSUR (Caracas, Venezuela, diciembre de 2013) se incorporó el tema de la agroecología en la agenda del Grupo Temático para Adaptación a los Cambios Climáticos y Manejo y Gestión de Riesgos.

En tenant compte de la Déclaration de Nyeleni-Mali sur Agro-écologie développée par les mouvements sociaux d'agriculteurs et agricultrices, paysans et paysannes, communautés traditionnelles, peuples indigènes et originaires, pêcheurs et pêcheuses artisanaux, bergers et bergères, cueilleurs et cueilleuses, et jeunes.

Les participants du séminaire des mouvements sociaux, académiques, représentants d'entités publiques des pays d'Amérique Latine et les Caraïbes et invités d'autres régions, réunis dans ce Séminaire exhortent les Gouvernements de la région, la CELAC, la FAO, la REAF/MERCOSUL et autres organismes intergouvernementaux et internationaux compétents, a:

1. Promouvoir des politiques publiques en faveur de l'agro-écologie et la souveraineté alimentaire, définies, appliquées et contrôlées avec la participation active des mouvements sociaux et de la société civile organisée, assurant le budget nécessaire à sa mise en œuvre.
2. Elaborer et mettre en œuvre des cadres juridiques et des réglementaires favorables à la promotion de l'agro-écologie pour atteindre la souveraineté alimentaire.

3. Assurer la fonction sociale de la terre et de l'eau par l'intermédiaire de la réforme agraire, de politiques sur la possession de la terre, et à travers la garantie des droits fonciers des peuples autochtones et communautés traditionnelles.
4. Promouvoir la production d'aliments adéquats et sains, et la souveraineté alimentaire de la région par l'intermédiaire de l'agro-écologie, reconnaissant que ces systèmes permettent une utilisation plus durable des terres, de l'eau et de l'énergie.
5. Reconnaître et valoriser les connaissances ancestrales, traditionnelles, les savoirs locaux et les identités culturelles en tant que fondement de l'agro-écologie. Que les institutions publiques de recherche respectent et valorisent les connaissances traditionnelles en promouvant le dialogue des savoirs dans les programmes de recherche participative.
6. Promouvoir des dynamiques territoriales d'innovation sociale et technologique par l'intermédiaire de la création et/ou le renforcement de noyaux d'agro-écologie et d'institutions à caractère interdisciplinaire et intersectoriel, capables d'articuler des processus d'éducation, de recherche et d'apprentissage.
7. Développer des politiques spécifiques pour promouvoir l'organisation productive des femmes, en soutenant leurs initiatives agro-écologiques, en renforçant l'aide à surmonter les obstacles auxquels elles sont confrontées, la surcharge de travail, la décriminalisation pointant vers la reconnaissance de leur rôle historique dans l'agro-écologie et la souveraineté alimentaire.
8. Reconnaître et encourager le rôle actif des familles et communautés, y compris les femmes et les jeunes, en tant que gardiens de la biodiversité, notamment des semences et des variétés. Et veiller à ce que les banques publiques de gènes rétablissent aux mouvements sociaux leurs ressources génétiques reliant le débat sur la souveraineté alimentaire avec le débat sur la protection des semences.
9. Construire un réseau régional en Amérique Latine (plate-forme de gestion mixte entre gouvernements et mouvements sociaux) d'échange, de pratiques et d'informations sur l'agro-écologie pour favoriser le dialogue entre académie, gouvernements et mouvements sociaux.
10. Créer des instruments pour permettre la réciprocité des systèmes participatifs de garantie entre les pays de la région latino-américaine et caraïbe, en promouvant les relations entre le producteur et le consommateur.
11. Inclure l'agro-écologie en tant que sujet permanent de l'agenda du groupe de travail sur l'agriculture familiale et le développement rural de la CELAC, élargissant la participation des mouvements sociaux et de la société civile organisée et l'académie dans ce GT, avec le soutien de la FAO.
12. Créer un programme d'échange sur l'agro-écologie et semences dans le GT d'Agriculture familiale et développement rural de la CELAC.
13. Proposer la création d'un groupe de travail spécifique sur agro-écologie à l'intérieur de la REAF, et élargir la discussion des dossiers spécifiques de l'agriculture familiale, y compris l'agro-écologie.
14. Créer les conditions pour restreindre les pratiques de monoculture, l'utilisation d'agro toxiques, et la concentration de la terre, dans le but de promouvoir la diffusion de la production paysanne de base agro-écologique dans la région latino-américaine et caraïbe.
15. Soutenir les initiatives d'éducation formelle et non-formelle, comme les écoles rurales d'agro-écologie, afin de faire augmenter la scolarisation professionnelle de la jeunesse rurale.
16. Reconnaître le rôle multifonctionnel que l'agro-écologie de base paysanne joue dans la préservation des sols, de l'eau et de la biodiversité, et fournir autres fonctions écosystémiques, en assurant la préservation de l'environnement de façon socialement inclusive et économiquement juste.
17. Assumer que les systèmes agro-écologiques sont plus résilients au changement climatique et solliciter que des ressources le développement de l'agro-écologie, dans le cadre des politiques climatiques pour assurer la souveraineté alimentaire des peuples.

18. Créer des mécanismes pour promouvoir la coopération sud-sud dans le domaine de l'agro-écologie, en collaboration avec la FAO, la REAF, et autres organismes internationaux et sous régionaux.

Nous remercions le comité organisateur de l'événement, en particulier l'Alliance des peuples pour la Souveraineté Alimentaire de l'Amérique Latine et les Caraïbes, la FAO, la CELAC, la REAF, et les efforts du gouvernement brésilien pour la réalisation de ce débat, et nous remercions l'effort de la FAO pour mener un séminaire régional également en Afrique et en Asie, et nous sollicitons que la participation des mouvements sociaux, des gouvernements et de l'académie soit garantie dans les séminaires.

Egalement, nous remercions l'initiative de la CELAC de réaliser un deuxième séminaire sur Agro-écologie pendant la présidence Pro Tempore bolivienne avec le soutien de la FAO et la REAF.

Nous informons finalement que le Nicaragua et le Costa Rica ont l'intention d'organiser des séminaires dans la région et demandent le soutien de la FAO.